

CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/PV.581
7 février 1991

FRANCAIS

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA CINQ CENT QUATRE-VINGT-UNIEME SEANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le jeudi 7 février 1991, à 10 heures.

Président : M. W. Rasaputram (Sri Lanka)

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je déclare ouverte la 581ème séance plénière de la Conférence du désarmement.

Comme je l'ai annoncé lors de notre dernière séance plénière, je soumettrai aujourd'hui à la Conférence pour adoption le rapport du Comité spécial des armes chimiques publié sous la cote CD/1046. Nous écouterons d'abord les déclarations prévues pour aujourd'hui et passerons immédiatement après à l'adoption du rapport.

Sont inscrits sur la liste des orateurs pour aujourd'hui les représentants du Pérou et du Mexique. Je donne la parole au représentant du Pérou, M. Calderón, qui s'exprimera en sa qualité de coordonnateur du Groupe des 21 pour le point 4 de l'ordre du jour.

M. CALDERON (Pérou) (traduit de l'espagnol) : Je voudrais en effet donner lecture, au nom du Groupe des 21, d'une déclaration portant sur le mandat du Comité spécial des armes chimiques.

L'orateur poursuit en anglais.

Cette année encore, le Groupe des 21 tient à rappeler que les négociations en cours au sein du Comité spécial des armes chimiques ont pour objectif la conclusion d'une convention multilatérale, globale et non discriminatoire sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi de toutes les armes chimiques et sur leur destruction.

Le 4 décembre 1990, l'Assemblée générale des Nations Unies, à sa quarante-cinquième session, a adopté à l'unanimité la résolution 45/57 A, qui fait notamment référence aux travaux du Comité spécial des armes chimiques. Dans cette résolution, l'Assemblée générale s'est dit une fois de plus convaincue "qu'il faut s'efforcer avec la plus grande énergie de mener à bonne fin les négociations sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi de toutes les armes chimiques et sur leur destruction".

L'Assemblée générale a également "constaté avec regret et préoccupation qu'il n'a pas encore été conclu de convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques". De plus, elle a prié instamment la Conférence du désarmement "à titre hautement prioritaire, de redoubler d'efforts à sa session de 1991 pour régler les questions en suspens et de mener à bien les négociations sur une convention, en tenant compte de toutes les propositions existantes et initiatives à venir, et de reconstituer à cette fin son Comité spécial des armes chimiques".

Cette année, les conditions préjudiciables à la paix et à la sécurité qui prédominent actuellement sur la scène internationale rendent la conclusion d'une convention sur les armes chimiques encore plus urgente.

(M. Calderon, Pérou)

Le Groupe des 21 demeure convaincu que le mandat du Comité spécial des armes chimiques devrait mentionner l'interdiction totale de l'emploi des armes chimiques pour être conforme aux résolutions que l'Assemblée générale a successivement adoptées au cours des années précédentes, estimant que cet engagement est déjà prévu au paragraphe 3 de l'article premier du projet de convention. C'est là un élément d'une importance capitale pour le Groupe, ainsi que pour l'immense majorité des membres de la Conférence.

Comme le Groupe des 21 l'a répété à de nombreuses reprises, la Conférence du désarmement, en se donnant pour objectif de conclure une convention globale, est amenée à oeuvrer en faveur d'une interdiction totale de l'emploi des armes chimiques, de façon à libérer le monde du fléau de ces armes de destruction massive.

Le Groupe tient à souligner l'importance qu'il attache à tous les aspects du mandat et se déclare prêt à contribuer à une prompte reprise des importants travaux du Comité spécial des armes chimiques.

M. MARÍN BOSCH (Mexique) (traduit de l'espagnol) : L'interdiction des essais nucléaires figure en tête de liste des questions inscrites à l'ordre du jour de la Conférence du désarmement depuis que celle-ci a été créée en 1962. On pourrait même dire que ce qui était alors la Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement a été mise en place précisément en vue de parvenir à un traité d'interdiction complète.

"Un tel traité constituera un premier pas important pour maîtriser la course aux armements. Il sera la base qui permettra de faire naître la confiance nécessaire pour que d'autres mesures de désarmement de plus grande portée soient convenues et loyalement appliquées. Un traité de ce genre peut servir à empêcher et à retenir d'autres pays de fabriquer leurs propres armes nucléaires. Enfin, il empêchera de nouvelles retombées radioactives dues aux essais nucléaires." Cette opinion, formulée ici même par le représentant des Etats-Unis le 27 août 1962 (ENDC/PV.75), résume la position de l'immense majorité de la communauté internationale sur la question.

Un an plus tard, en août 1963, s'ouvrait à la signature le Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau. Les deux seules dispositions de fond de cet instrument portent sur l'interdiction partielle des essais (sans que soit envisagé un système de vérification) et sur la possibilité - stipulée à l'article II - d'apporter des amendements au texte. Dans le préambule, les gouvernements des Parties originaires (les Etats-Unis, le Royaume-Uni et l'Union soviétique) s'engageaient à chercher "à assurer l'arrêt de toutes les explosions expérimentales d'armes nucléaires à tout jamais, déterminés à poursuivre les négociations à cette fin et désireux de mettre un terme à la contamination du milieu ambiant de l'homme par des substances radioactives".

Après plus d'un quart de siècle et des centaines d'essais nucléaires souterrains, la communauté internationale attend toujours une interdiction complète des essais. A la Conférence du désarmement, où nous sommes censés négocier un traité à cet effet, il n'a pas même été possible de parvenir à s'entendre sur la constitution d'un organe subsidiaire de négociation. D'où l'impatience croissante de nombreux Etats Membres de l'ONU, qui se traduit

(M. Marín Bosch, Mexique)

régulièrement chaque année par des résolutions de l'Assemblée générale et par de vigoureux appels émanant de dirigeants politiques, de parlementaires et d'organisations gouvernementales et non gouvernementales. Face à la paralysie de la Conférence du désarmement, un groupe de pays a décidé en 1988, à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire du Traité sur l'interdiction partielle des essais, de soumettre à l'examen des Parties une proposition d'amendement. La proposition de l'Indonésie, du Pérou, de Sri Lanka, du Venezuela, de la Yougoslavie et du Mexique a été distribuée à la Conférence du désarmement le 5 août 1988, sous la cote CD/852. Elle vise à transformer l'instrument en traité d'interdiction complète des essais nucléaires. L'amendement comporte trois volets : premièrement, l'addition d'un sixième article indiquant que "les protocoles annexés au présent Traité constituent une partie intégrante du Traité"; deuxièmement, le texte d'un Protocole I aux termes duquel l'interdiction s'appliquerait aussi aux essais sous terre ou dans tout autre milieu non indiqué à l'article premier; troisièmement, le texte d'un Protocole II sur la vérification de l'interdiction complète.

Conformément aux dispositions de l'article II du Traité et sur les instances de la majorité des Etats parties et de l'Assemblée générale des Nations Unies elle-même (voir les résolutions 41/46B, 42/26B et 44/106), la Conférence d'amendement a été convoquée et la première phase d'organisation s'est déroulée au Siège de l'ONU, du 29 mai au 8 juin 1990. Les participants y sont convenus de l'ordre du jour provisoire de la Conférence d'amendement, ont adopté le règlement intérieur de la Conférence et ont invité les Parties au Traité, en particulier les Etats dotés d'armes nucléaires, à soumettre à la Conférence leurs points de vue sur la vérification d'une interdiction complète des essais nucléaires.

Le 30 novembre 1990, les six Etats auteurs de l'initiative visant à convoquer la Conférence d'amendement ont diffusé un projet de Protocole II sur la vérification d'une interdiction complète des essais (PTBT/CONF/6). Cependant, étant donné l'attitude adoptée par les Etats originaires - auxquels le Traité accorde le droit d'opposer leur veto à un amendement quelconque -, il était évident que l'amendement ne pourrait être adopté lors de la deuxième phase de la Conférence, qui a eu lieu également à New York, du 7 au 18 janvier 1991. Pleinement consciente de ce fait, l'Assemblée générale, dans sa résolution 45/50 du 4 décembre 1990, avait recommandé "de prendre les dispositions voulues pour assurer que des efforts intenses se poursuivront, sous les auspices de la Conférence d'amendement, jusqu'à ce que l'on parvienne à un traité d'interdiction complète des essais nucléaires".

Toutefois, l'ampleur du débat général lors des séances plénières et l'examen du Protocole sur la vérification en comité plénier, ainsi que la participation étoffée des organisations non gouvernementales, ont mis en relief le large appui international dont a bénéficié l'initiative des Six. C'est ainsi que la grande majorité des Parties a pu s'entendre sur un mécanisme de suivi permettant à la Conférence de poursuivre ses travaux après le 18 janvier. Les six auteurs de l'initiative, auxquels se sont joints le Nigéria, les Philippines, la République-Unie de Tanzanie et le Sénégal, ont présenté un projet de décision ainsi libellé :

(M. Marín Bosch, Mexique)

"Reconnaissant le caractère complexe de certains aspects d'un traité d'interdiction complète, en particulier de ceux qui concernent la vérification du respect des dispositions et les sanctions possibles en cas de manquement, les Etats parties ont estimé qu'il fallait entreprendre de nouveaux travaux. Ils sont convenus en conséquence de reconvoquer la Conférence au plus tard en septembre 1993 et de créer un groupe de travail intersession, composé de 15 à 20 pays, afin de poursuivre l'examen de la vérification du respect d'un traité d'interdiction complète des essais. Le groupe de travail présentera un rapport à la Conférence lorsque celle-ci reprendra sa session."

Par la suite, guidés par un esprit de compromis, ces pays ont modifié leur proposition, dont le nouvel énoncé est le suivant (la première phrase, que je ne répéterai pas, est identique à celle du texte précédent) :

"Ils sont convenus en conséquence de charger le Président de la Conférence de mener des consultations en vue d'accomplir des progrès sur ces questions et de reprendre les travaux de la Conférence à une date appropriée".

Telle a été la décision que la Conférence a adoptée à la conclusion de sa deuxième phase, le 18 janvier. Il appartient donc maintenant à son président, le Ministre des affaires étrangères de l'Indonésie Ali Alatas, de continuer à conduire avec habileté les travaux de la Conférence. Pour pouvoir accomplir sa tâche et assurer le succès de la Conférence, il devra obtenir le concours de toutes les Parties au traité.

Lors de l'examen du Protocole II à la Conférence d'amendement, il a été notamment suggéré que la Conférence du désarmement examine aussi le document (diffusé sous la cote CDE/1054) que j'ai l'honneur de présenter ici maintenant au nom des délégations indonésienne, péruvienne, sri-lankaise, vénézuélienne, yougoslave et mexicaine. Nous avons également demandé qu'il soit mis à la disposition du Groupe spécial d'experts scientifiques chargé d'examiner des mesures de coopération internationale en vue de la détection et de l'identification d'événements sismiques, dont le mandat, soit dit en passant, devrait peut-être faire l'objet de certains ajustements.

Le projet de Protocole II comprend un préambule, huit articles, trois annexes et un appendice. Les trois premiers articles décrivent les "institutions du Traité", c'est-à-dire l'Organisation et ses principaux organes : l'Assemblée et son Comité technique, où seraient représentés tous les Etats parties, et le Secrétariat, coiffé par un secrétaire général, qui apporterait notamment un appui technique au Comité. Les articles IV et V se rapportent aux modalités d'application, c'est-à-dire les techniques de surveillance et les rapports que devrait établir le Secrétariat. Les deux articles suivants portent sur les "obligations des Parties" concernant les mesures de coopération et les modalités de surveillance supplémentaires. Le dernier article stipule que les annexes et appendices font partie intégrante du Protocole.

(M. Marín Bosch, Mexique)

L'annexe 1 décrit le réseau mondial permanent de surveillance, y compris ses stations, le fonctionnement de celles-ci et le choix du site. Une liste préliminaire des stations initiales figure dans l'appendice 1. L'annexe 2 traite de la manière dont le Secrétariat pourrait effectuer une surveillance temporaire dans un site donné, ainsi que du matériel et du fonctionnement des stations. L'annexe 3 se rapporte aux modalités des inspections sur place.

Le projet de Protocole II ne contient rien d'ésotérique. Il est fondé sur la longue liste des propositions visant à parvenir à une vérification adéquate de l'interdiction complètes des essais. L'une des premières en date de ces propositions figure dans le "Projet de Traité sur l'interdiction des essais d'armes nucléaires dans tous les milieux" (ENDC/58) que les Etats-Unis et le Royaume-Uni ont présenté à la Conférence en août 1962. Il y était envisagé de mettre en place une commission scientifique, un personnel international et un système de vérification comprenant un réseau de stations et des inspections sur les lieux.

Pour conclure, les six délégations nourrissent l'espoir que notre projet de Protocole II au Traité de 1963 sera examiné comme il convient par la Conférence du désarmement et ses organes subsidiaires. Nous sommes prêts à l'améliorer et à l'examiner conjointement avec les autres propositions qui ont été présentées.

M. RITTER von WAGNER (Allemagne) (traduit de l'anglais) : Comme c'est la première fois que je prends la parole sous votre direction, Monsieur le Président, je suis heureux de vous féliciter à l'occasion de votre accession à ce poste élevé et lourd de responsabilités. Nous sommes certains que vous vous acquitterez de votre tâche avec une grande compétence, dont vous nous avez d'ailleurs déjà donné la preuve.

Nous avons écouté très attentivement la déclaration que vient de faire le représentant du Pérou au nom du Groupe des 21. En tant que coordonnateur du Groupe occidental pour les armes chimiques, et au nom des délégations occidentales, je souhaite faire savoir que celles-ci sont pleinement d'accord avec la déclaration du Groupe des 21, qui insiste sur la nécessité de reconstituer le plus tôt possible le Comité spécial des armes chimiques. Au début du nouveau cycle de négociations de la Conférence du désarmement, nous avons fait remarquer que les délégations occidentales étaient prêtes à reconstituer ce comité dans les plus brefs délais et, pour ce faire, nous avons déclaré que la meilleure façon de procéder était de partir du mandat de l'année passée. La preuve que ce mandat suffit est fournie par le texte évolutif élaboré ces dernières années à partir de ce mandat et de mandats similaires et qui comporte maintenant plus de 200 pages, dont la plupart, ont fait l'objet d'un consensus. Le mandat précédent ayant suffi pour parvenir à ce type de consensus et à ce texte, il n'y a aucune raison de croire qu'il ne permettrait pas de poursuivre cette tâche très utile pendant l'année qui vient. Pour cette raison, nous prions instamment la Conférence du désarmement de décider le plus tôt possible de reconstituer le Comité spécial des armes chimiques.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant de l'Allemagne pour sa déclaration et pour les paroles aimables qu'il a adressées à la présidence. Je donne maintenant la parole au représentant des Etats-Unis, l'Ambassadeur Stephen Ledogar.

M. LEDOGAR (Etats-Unis d'Amérique) (traduit de l'anglais) : Je voudrais signaler la présence parmi nous aujourd'hui, en tant qu'invité de ma délégation, de M. Wayne Owens, député de l'Utah à la Chambre des représentants des Etats-Unis. M. Owens est l'un des quatre membres du Congrès que le Président de la Chambre, M. Thomas Foley, a désignés comme observateurs spéciaux pour les négociations sur les armes chimiques, et il est à Genève pour se familiariser avec ces négociations.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant des Etats-Unis d'Amérique d'avoir présenté à la Conférence M. Wayne Owens, qui exerce à la Chambre des représentants la responsabilité importante d'observateur spécial pour les négociations sur les armes chimiques. Je profite de cette occasion pour lui souhaiter la bienvenue et lui présenter tous mes vœux de succès dans ses activités, qui sont étroitement liées à l'un des points prioritaires de notre ordre du jour. Une autre délégation souhaite-t-elle intervenir à ce stade ? Ce n'est pas le cas.

Nous devons maintenant nous prononcer sur le rapport du Comité spécial des armes chimiques concernant ses activités pendant l'intersession (CD/1046). Si je n'entends pas d'objections, je considérerai que la Conférence adopte le rapport du Comité spécial.

Il en est ainsi décidé.

Je souhaite maintenant aborder brièvement les questions d'organisation qui restent en suspens. Comme vous le savez, je mène depuis l'ouverture de la session annuelle des consultations avec les coordonnateurs pour rechercher la meilleure organisation possible de nos travaux sur certains points de l'ordre du jour. J'ai le plaisir de vous annoncer aujourd'hui que nous nous sommes entendus sur le cadre structurel de nos travaux consacrés aux points 2 et 3 de l'ordre du jour intitulés respectivement "Cessation de la course aux armements nucléaires et désarmement nucléaire" et "Prévention de la guerre nucléaire, y compris toutes les questions qui y sont liées". La procédure suivie sera la même que lors de la précédente session annuelle, à savoir que la Conférence tiendra une série de réunions officielles sur le fond de ces points et que les avis exprimés tant en séance plénière que lors des réunions officielles seront consignés dans le rapport annuel de la Conférence. Je dresserai, de mon propre chef, une liste de questions en vue de faciliter un examen structuré lors des réunions officielles. Cette liste n'engagera aucune délégation. A notre prochaine séance plénière, j'ai donc l'intention de vous demander d'accepter formellement cet arrangement et, à cette fin, j'appliquerai une procédure identique à celle qui a été suivie lors de la 547ème séance plénière de la Conférence, le 29 mars 1990.

(Le Président)

Comme vous le savez, j'ai également mené des consultations sur la question de l'amélioration et de l'efficacité du fonctionnement de la Conférence, conformément au paragraphe 18 de notre dernier rapport annuel à l'Assemblée générale des Nations Unies. A la suite de ces consultations, j'ai décidé de charger l'Ambassadeur Ahmad Kamal, du Pakistan, de consulter sur le plan bilatéral les membres de la Conférence afin de déterminer s'il y aurait des points d'accord pour aborder certains points relatifs à cette question. L'Ambassadeur Kamal a eu l'amabilité d'accepter cette mission, et je tiens à lui dire combien je lui suis reconnaissant d'assumer le fardeau de cette responsabilité nouvelle.

Je conduis aussi des consultations sur la reconstitution des organes subsidiaires au titre des points 1, 4 et 5 de l'ordre du jour, pour que nous puissions mettre en oeuvre l'accord déjà obtenu sur ces points. Aucune entente ne semble en vue sur la reconstitution du comité spécial au titre du point 8 de l'ordre du jour. Il nous reste aussi à désigner le président du Comité spécial sur les garanties négatives de sécurité, et j'espère que pendant les jours qui viennent j'aurai une recommandation pour que cet organe subsidiaire puisse aborder ses activités de fond.

Comme nous entrons dans la dernière semaine de ma présidence, j'ai l'intention d'intensifier mes consultations, en organisant même, le cas échéant, des réunions supplémentaires avec les coordonnateurs de façon que nous puissions aborder nos activités de fond sur un certain nombre d'autres questions dont la Conférence est saisie. S'il n'est pas possible de parvenir au cours de la semaine prochaine à un accord sur toutes les questions en suspens relatives aux organes subsidiaires, j'appliquerai le paragraphe 5 d) de la décision que la Conférence a adoptée à la 575ème séance plénière, le 21 août 1990, au sujet de l'amélioration et de l'efficacité de son fonctionnement. Conformément à ce paragraphe, faute de consensus quant à la création d'un organe subsidiaire ou à la définition de son mandat, le Président en exercice s'efforce, dans les deux semaines qui suivent le débat principal qui a lieu après l'ouverture de la session annuelle, de nommer un coordonnateur spécial qui l'aidera à mener des consultations officieuses en vue de parvenir à un consensus. En d'autres termes, j'ai pour mandat de m'efforcer de trouver, avant la fin de la semaine prochaine, des coordonnateurs spéciaux si nous ne sommes pas parvenus d'ici là à nous entendre quant au cadre structurel des débats sur certains points de l'ordre du jour.

Il n'y a plus d'autres questions à examiner pour l'heure et je me propose de lever la séance. La prochaine séance plénière de la Conférence du désarmement aura lieu le jeudi 14 février, à 10 heures.

La séance est levée à 10 h 45.
